

Accord professionnel régional
HÔTELLERIE, RESTAURATION
(Corse)

AVENANT DU 23 AVRIL 2014
À L'ACCORD DU 19 FÉVRIER 2009 RELATIF À LA CONCILIATION
PRÉVENTIVE DES CONFLITS AU TRAVAIL
NOR : ASET1450669M

Vu le livre II du code du travail, et notamment ses articles L. 2234 et L. 2231 et suivants ;

Vu l'accord collectif sectoriel régional du 11 juillet 2007 tel que modifié par avenants étendus portant création de la commission paritaire sociale des hôtels, cafés, restaurants de Corse, et notamment son article 4 portant attributions de ladite commission ;

Vu l'accord collectif sectoriel régional du 19 février 2009 étendu tel que modifié par avenant n° 1 du 11 mai 2011 étendu portant conciliation préventive des conflits au travail dans le cadre de ladite commission paritaire,

il a été convenu ce qui suit.

PRÉAMBULE

Après avoir analysé les spécificités et problématiques liées du secteur des hôtels, cafés, restaurants de Corse, les organisations d'employeurs UMIH, CGPME MEDEF et les organisations syndicales CFTC, CGT, CGT-FO et STC ont signé le 11 juillet 2007 un accord collectif sectoriel régional portant création de la commission paritaire sociale des hôtels, cafés, restaurants de Corse et se sont engagées dans la définition et la mise en œuvre d'un plan d'action sectoriel régional, avec pour objectifs prioritaires :

- le traitement de la saisonnalité, avec pour ligne de force la mise en cohérence lisible et fédératrice des acteurs de la saisonnalité ;
- l'amélioration de l'application du droit.

Les organisations signataires de l'accord de 2007 ont ensuite négocié et signé le 10 juillet 2008 une expérimentation de la conciliation préventive des conflits liés au travail dans le secteur en Corse.

Le bilan positif de l'accord expérimental a conduit les organisations signataires à modifier le champ des attributions de la commission paritaire sociale des hôtels, cafés, restaurants de Corse par avenant en date du 20 janvier 2009, puis à négocier et à signer un accord collectif pérennisant la conciliation préventive des conflits du travail dans le secteur en Corse le 19 février 2009 modifié par avenant du 11 mai 2011.

Réunis en assemblée trimestrielle le 16 décembre 2013, les membres de la commission paritaire ont pris la décision d'adapter le dispositif initialement défini et de remédier à certaines difficultés remontant dans les rapports annuels présentés par les conciliateurs.

C'est ce pourquoi la procédure de révision a été engagée et le présent avenant a été négocié et signé.

I. – Périmètre et portée de la révision de l'accord de conciliation

Le II du présent avenant se substitue purement et simplement à l'accord collectif du 19 février 2009 étendu par arrêté du 15 février 2011 (paru au *Journal officiel* du 24 février 2011) tel que modifié par avenant n° 1 du 11 mai 2011 étendu par arrêté du 19 décembre 2012, article 11 (paru au *Journal officiel* du 23 décembre 2012).

Les accords visés au paragraphe précédent survivent jusqu'à l'entrée en vigueur du présent avenant.

II. – Avenant de révision du 23 avril 2014

Article 1^{er}

Objet

1.1. Le présent accord est conclu dans le cadre des articles 4.2, 4.3, 4.6 et plus particulièrement 4.7 et 4.8 de l'accord collectif sectoriel régional du 11 juillet 2007 portant création de la commission paritaire sociale des HCR de Corse tel que modifié par voie d'avenant.

1.2. Le présent accord a pour objet de mettre en place, sous l'égide de ladite commission paritaire, un mode alternatif de prévention des conflits et de traitement des litiges nés ou à naître à l'occasion ou dans le cadre d'une relation de travail et d'en définir le régime et les modalités ; l'objet tel qu'il vient d'être défini est simplement désigné ci-après : « la conciliation ».

Article 2

Durée

Le présent accord est conclu à durée indéterminée.

Article 3

Champ d'application

3.1. La conciliation est mise en œuvre à l'intention des entreprises et/ou des établissements entrant dans le champ d'application sectoriel de l'accord collectif sectoriel régional du 11 juillet 2007 tel que modifié par voie d'avenant.

3.2. Elle s'applique sur le territoire de la région Corse.

Article 4

Cadre, finalité, déroulement et issue de la conciliation

4.1. La conciliation est menée sous l'égide de la commission paritaire sociale des hôtels, cafés, restaurants de Corse par une délégation de professionnels répondant aux critères de l'article 5 ; ci-après, simplement désignée : « la délégation ».

4.2. La conciliation porte sur tout conflit ou litige né ou à naître à l'occasion ou dans le cadre d'une relation de travail ; elle vise à permettre aux parties de trouver un terrain d'entente et de restaurer éventuellement la relation de travail entre elles ; les faits revêtant une qualification pénale sont exclus de la conciliation.

4.3. La conciliation est engagée par n'importe laquelle des parties en litige, à savoir l'employeur ou le salarié quels que soient son âge, sa nationalité, son statut dans l'entreprise, l'emploi qu'il occupe ou tout autre critère susceptible d'être soulevé à titre exclusif de compétence.

4.4. Pour ce faire, l'employeur ou le salarié prend contact par tout moyen avec l'un des acteurs du dispositif (commission ou association paritaire des HCR de Corse, organisation signataire ou adhérente, conciliateur désigné) ; celui qui est ainsi contacté organise la conciliation pour que le litige soit examiné dans les meilleurs délais ; la délégation n'a pas obligation de traiter le litige si une seule partie coopère, mais elle peut le faire.

4.5. La conciliation est purement volontaire et ne saurait être rendue obligatoire ; elle est dénuée de tout caractère contentieux ou judiciaire ; elle a un caractère contradictoire (chacun défend son point de vue) ; rien de ce qui est dit, produit, obtenu dans ce cadre n'est susceptible de fonder une action en justice ni même d'être produit, remis ou soulevé en justice.

4.6. La délégation dirige le processus de conciliation, débat et délibère selon des modalités qu'elle définit librement ; elle peut émettre un simple avis ; elle peut accompagner les parties dans la formalisation d'un accord ; elle peut assister les parties dans une rupture conventionnelle conformément aux textes la réglementant ; en cas d'échec de la conciliation, la délégation établit un procès-verbal de désaccord ; les documents finaux sont établis en autant d'originaux que nécessaire, plus un conservé par la délégation dans des conditions de nature à préserver la confidentialité du dossier.

Article 5

Composition de la délégation

5.1. La délégation est réputée être une émanation de la commission et de l'association paritaires des hôtels, cafés, restaurants de Corse.

5.2. La délégation est composée d'au moins un conciliateur employeur et d'au moins un conciliateur salarié ; à défaut, la délégation est réputée ne pas être constituée ou s'être dissoute ; la délégation peut être assistée par tout expert de son choix qui est tenu au secret.

5.3. Les délégués de la commission paritaire sociale des hôtels, cafés, restaurants de Corse sont réputés désignés conciliateurs.

- les conseillers du salarié figurant sur la liste préfectorale sont réputés désignés conciliateurs ;
- d'autres conciliateurs peuvent être librement désignés par l'organisation signataire à laquelle ils adhèrent, sous réserve qu'ils soient majeurs, adhérents d'une organisation signataire et justifient d'une expérience dans le secteur des hôtels, cafés, restaurants ou le syndicalisme.

5.4. Les conciliateurs peuvent décider à tout moment, sans justification et sans préavis, de se retirer du dispositif ; la seule obligation qui leur est faite est d'informer leur organisation et la commission paritaire par tout moyen traçable ; leur organisation avise et décide de la suite à donner.

Article 6

Confidentialité de la conciliation et obligation au secret

6.1. Les acteurs du dispositif (commission ou association paritaires des HCR de Corse, organisation signataire ou adhérente, conciliateur désigné) en assurent la confidentialité.

6.2. Les conciliateurs sont tenus au secret le plus absolu sur tout ce dont ils ont connaissance dans ce cadre ou à cette occasion ; toute violation de cette obligation de quelque façon et par quelque mode que ce soit est susceptible, sans limitation de durée, de fonder leur responsabilité civile et pénale.

Article 7

Rapport annuel

Les délégués établissent un rapport annuel qu'ils présentent devant la commission paritaire des hôtels, cafés, restaurants de Corse ; ce rapport ne saurait permettre d'identifier les parties au litige de quelque façon que ce soit ; la commission paritaire statue sur les suites à donner à ce rapport.

Article 8

Dispositions propres aux conciliateurs salariés

8.1. Les conciliateurs salariés bénéficient des dispositions et de la protection prévues par les articles L. 2234-3 et L. 2411-3 du code du travail.

8.2. Les conciliateurs salariés bénéficient d'une autorisation d'absence pour participer à la conciliation et se rendre aux réunions auxquelles ils sont convoqués. Il leur est accordé à ce titre un crédit d'heures de délégation à due concurrence dans la limite de 15 heures mensuelles hors temps de trajet. Ce crédit d'heures est décompté comme temps de travail effectif et rémunéré comme tel. Il est cumulable avec les heures de délégation dont ils bénéficient à un autre titre.

8.3. Les conciliateurs salariés bénéficient du remboursement des frais qu'ils engagent pour la conciliation sur production d'un justificatif original ; leurs déplacements pour participer à la conciliation et se rendre aux réunions auxquelles ils sont invités à ce titre sont indemnisés sur la base du barème fiscal sur production d'une copie de la carte grise du véhicule ou remboursés sur production du titre de transport public de voyageurs.

Article 9

Interprétation

9.1. En cas de difficulté d'application ou d'interprétation de l'accord, la commission paritaire des hôtels, cafés, restaurants de Corse est saisie par toute personne intéressée et le point est inscrit d'office à l'ordre du jour de la prochaine réunion.

9.2. La commission paritaire est compétente pour statuer en interprétation du présent accord.

Article 10

Révision

10.1. Les organisations signataires décident de procéder au moins une fois par an à l'examen de l'application du présent accord ainsi que du fonctionnement de la conciliation et de procéder, éventuellement, à la révision de l'accord et/ou à tous ajustements par voie d'avenant, en application des articles L. 2261-7 et suivants du code du travail ; la question est inscrite d'office à l'ordre du jour de la séance au cours de laquelle le rapport des conciliateurs est présenté ; à défaut, à la même séance que la question de la révision de l'accord portant création de la commission paritaire.

10.2. La révision peut également être demandée par une organisation signataire par écrit spécialement motivé adressé à la commission en recommandé avec avis de réception ou remis contre décharge. Elle est inscrite obligatoirement à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la commission paritaire.

Article 11

Adhésion

Les organisations non signataires sont admises à l'adhésion dans les conditions légales.

Article 12

Dénonciation

Chaque organisation signataire a la faculté de dénoncer le présent accord dans les conditions et selon les modalités fixées par les articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

Article 13

Notification et dépôt

Le présent accord est établi en sept originaux dûment paraphés et signés, dont un exemplaire est notifié à chacune des organisations signataires.

Une copie du présent accord est notifiée aux organisations syndicales non signataires par courrier recommandé avec avis de réception ; ces dernières bénéficient du droit d'opposition dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L. 2231-8 et suivant du code du travail.

Le présent accord est déposé, au terme du délai d'opposition et en l'absence d'opposition d'organisations majoritaires, en vue de son enregistrement, conformément aux dispositions du décret n° 2006-568 du 17 mai 2006.

Le présent accord est établi en trois exemplaires originaux supplémentaires dûment paraphés et signés, dont :

- un exemplaire est destiné à son enregistrement par la direction générale du travail ;
- un exemplaire est destiné à son enregistrement par le greffe du conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion ;
- un exemplaire est destiné à la commission paritaire.

Un exemplaire supplémentaire est établi sur support informatique et communiqué par courrier électronique à la direction générale du travail et au conseil des prud'hommes du lieu de conclusion.

La direction régionale du travail de Corse est destinataire d'une copie de l'accord et de la copie des formalités de dépôt.

La commission paritaire des hôtels, cafés, restaurants de Corse est chargée des formalités de notification et de dépôt.

Fait à Borgo, le 23 avril 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

CGPME Corsica ;
UMIH Corse.

Syndicats de salariés :

STC ;
CGT Corse ;
CGT-FO de Corse-du-Sud ;
CGT-FO de Haute-Corse ;
CFTC Corse.